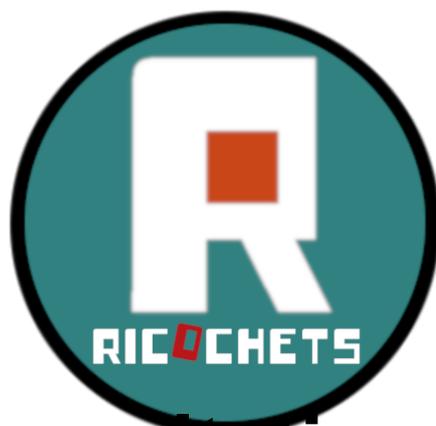


<https://ricochets.cc/Contreconsultation-populaire-contre-la-videosurveillance-automatisee.html>



Contre-consultation populaire contre la vidéosurveillance automatisée

- Les Articles -

Publication date: dimanche 13 mars 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- ▶ **La vidéosurveillance investit les campagnes dans l'indifférence générale** - Alors que la reconnaissance faciale suscite inquiétudes et critiques dans le cadre d'expérimentations réalisées en conditions réelles dans plusieurs grandes villes de France de Paris à Marseille, en passant par Lyon ou encore Nice, les villages ruraux, eux aussi, s'équipent désormais de caméras connectées, compatibles avec des fonctions de reconnaissance faciale, et ce, dans une relative indifférence. Enquête à Briennon-sur-Armançon, dans l'Yonne, petite commune de 3 300 habitants qui se veut à l'avant-garde de la vidéosurveillance « intelligente ».

(...)

Dans la rue, un groupe de jeunes réagit à la présence des caméras installées dans la commune depuis plus de deux ans. « On ne se sent pas en sécurité avec les caméras. On se sent plus surveillés qu'autre chose », déplore Clarisse*. « À la place, ils feraient bien d'investir dans des équipements pour les jeunes », ajoute Mathéo*.

(...)

L'exemple de Briennon-sur-Armançon montre que le développement de la vidéosurveillance et l'étape suivante, la reconnaissance faciale pour l'instant interdite légalement, ne concerne pas seulement les grandes villes françaises. La ruralité, elle aussi, commence à se connecter et souhaite tirer son épingle du jeu dans un contexte de fuite en avant techno-sécuritaire. Un enjeu de taille qui concerne près de la moitié de la population française, soit plus de 30 millions d'habitants vivant dans une commune de moins de 10 000 habitants.

« À l'horizon 2030, dans mon esprit, la vidéo-surveillance va se généraliser dans nos campagnes », résume Jean-Claude Carra. Une anticipation qui pourrait s'avérer exacte au regard du contexte politique, du nombre d'élus locaux, de plus en plus nombreux, fascinés par la rhétorique sécuritaire et de la relative indolence des populations concernées.



Contre-consultation populaire contre la vidéosurveillance automatisée Prison panoptique dans l'espace privé et public

- ▶ A mettre en rapport avec cette consultation lancée par la CNIL sur la vidéosurveillance automatisée, les améras dites « intelligentes » ou « augmentées » dans les espaces publics :

- ▶ **Contreconsultation populaire contre la vidéosurveillance automatisée** - La quadrature du net lance une contre-consultation populaire contre la vidéosurveillance automatisée - n'hésitez pas à participer !

La CNIL a lancé une consultation publique jusqu'au 11 mars, en vue "d'accompagner" le déploiement de la vidéosurveillance automatisée. Cette consultation préfigure un futur cadre juridique qui autoriserait la surcouche algorithmique ajoutée aux caméras de vidéosurveillance "classiques" et donc multiplierait les usages de "détection de comportement anormal", le suivi d'individus, la gestion dite "intelligente" des villes etc.

Afin de ne pas cautionner cette fausse forme d'appel au public qui ne sert qu'à répondre à une demande de l'industrie de légitimer et légaliser ces technologies, La Quadrature du Net lance une "contre-consultation" visant à recueillir et documenter les avis et retours d'expérience des citoyen-nes et collectifs vis à vis de la vidéosurveillance automatisée pour en appeler à son interdiction.



Contre-consultation populaire contre la vidéosurveillance automatisée Des caméras de surveillance et des détecteurs partout, pour administrer les désastres et contrôler les foules de la mégamachine

Comme on subit des institutions anti-démocratiques et autoritaires, les avis de la CNIL (instrument au service de l'acceptation et de la légalisation de l'inflation sécuritaire) et les actions de la La quadrature du net n'auront que peu d'effets.

Mais il reste utile d'informer et alerter par divers moyens.

Si l'idée de davantage de système de surveillance vous débecte, si les systèmes de reconnaissance faciale, de détecteurs de mouvement ou de chaleur, de logiciels d'analyses automatisées vous font gerber, alors il va falloir rejeter l'Etat, le techno-capitalisme et la non-démocratie qui va avec.

Car ils n'arrêteront pas de déployer la surveillance sécuritaire qui sert leurs intérêts politiques et économiques.